

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau des procédures environnementales et foncières  
Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ N° *290* du *18 OCT. 2019*...portant mise en demeure

**Société CARPENTER S.A.S., installations classées de fabrication de mousses de polyuréthane  
située Zone Industrielle de la commune de NOYANT VILLAGES**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** les actes administratifs délivrés à la S.A.S CARPENTER, pour l'exploitation d'une usine de fabrication de mousses de polyuréthane, située en zone industrielle, route de Tours, 49 490 NOYANT et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-95-n°490 du 8 juin 1995 complété par l'arrêté préfectoral DIDD-2010 n°213 du 12 avril 2010 ;

**Vu** la déclaration du 26/03/2019 faite par la société CARPENTER SAS pour un stockage de mousse de polyuréthanes d'un volume de 1999 m<sup>3</sup> (rubrique 2663) à l'adresse chemin du Moulin de Grolleau – Zone Industrielle Route de Tours à Noyant villages (49 490) ;

**Vu** l'article L181-1 du code de l'environnement qui stipule que pour les installations classées pour l'environnement :

**« L'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. »**

**Vu** l'article l'article R181-46 du code de l'environnement qui indique que :

*Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*

*2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;*

*3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.*

*II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.*

**Vu** l'article L171-7 du code de l'environnement qui stipule que :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.*

*Elle peut suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages ou la poursuite des travaux, opérations ou activités jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.*

*L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.*

*S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations et ouvrages, la cessation définitive des travaux, opérations ou activités, et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.*

*Elle peut faire application du II de l'article L. 171-8, notamment aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision. »*

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 24 septembre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 4 octobre 2019 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 11 juillet 2019 réalisée sur le site de la société « Carpenter », les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté que l'exploitant n'a pas tenu compte de la connexité et de la proximité du nouveau stockage de mousses avec ses installations actuelles ;

**Considérant** que l'exploitant a procédé à une simple déclaration de ce nouveau stockage sans justifier qu'il s'agisse d'une installation classée distincte de ses installations classées actuelles,

**Considérant** que, par ailleurs, selon les déclarations de l'exploitant et les constats de l'inspection le jour de la visite, l'installation n'est pas conforme à certaines dispositions de l'arrêté ministériel relatif aux installations de stockage de mousses soumises à déclaration (rubrique 2663) ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas étudié les modifications pouvant être induites par ce nouveau stockage sur les dangers ou inconvénients du fait de sa connexité et/ou de sa proximité avec les installations actuelles ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles L181-1, R181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions des articles L171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société « Carpenter SAS », exploitant une usine de fabrication de mousses de polyuréthane, de respecter les dispositions des articles L181-1 et R.181-46 du code de l'environnement applicables à son installation, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société « Carpenter SAS » exploitant une usine de fabrication de mousses polyuréthanes sur la commune de Noyant Villages et un bâtiment supplémentaire de stockage de mousses (2663) jouxtant le site actuel, est mise en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, de régulariser la situation administrative de ses activités conformément aux articles L181-1 et R181-46 du code de l'environnement en déposant un dossier complet conforme aux attendus du code de l'environnement.

### **Article 2**

L'exploitant adresse au préfet de Maine-et-Loire, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

### **Article 3**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

### **Article 5**

Le présent arrêté sera notifié à la société « Carpenter SAS » et publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de NOYANT-VILLAGES et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de NOYANT-VILLAGES et transmis à la préfecture de Maine-et-Loire-Bureau des procédures environnementales et foncières.

Le texte complet du présent arrêté est consultable à la préfecture de Maine-et-Loire, à la sous-

préfecture de SAUMUR et à la mairie de NOYANT-VILLAGES .

**Article 6:**

La secrétaire générale de la Préfecture, le sous-préfet de SAUMUR, le maire de NOYANT-VILLAGES, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société « Carpenter SAS ».

Fait à Angers, le 18 OCT. 2019  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Magali DAVERTON